

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
05/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



DATA 4 SERVICE

6 rue Christophe Colomb
75008 PARIS 08

Références : D2023-
Code AIOT : 0006522360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement DATA 4 SERVICE implanté Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DATA 4 SERVICE
- Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS
- Code AIOT : 0006522360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

DATA 4 SERVICES exploite sur le site de MARCOUSSIS diverses installations nécessaires au fonctionnement de datacenters.

Environ 35 employés de la société DATA 4 SERVICES sont présents sur le site.

Le site est encadré par l'arrêté portant autorisation environnementale n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/063 du 23 mars 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique, à la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques, à la gestion des déchets, aux substances et produits chimiques, à la prévention des nuisances sonores, ainsi qu'à la prévention des risques technologiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Étude de dispersion des fumées	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Vitesse d'éjection	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Prelevement maximal annuel	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
21	Convention	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
27	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
31	BSD	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 5.1.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
33	Plan général des stockages	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
55	Analyse du risque foudre	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
56	Etude technique foudre	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
60	Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
61	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.4	/	Sans objet
3	Voie d'accès	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.5	/	Sans objet
4	Clôture	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.4	/	Sans objet
5	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.4	/	Sans objet
6	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
7	Qualité du combustible	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.2	/	Sans objet
8	Relevé heures de fonctionnement des GE	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.2	/	Sans objet
13	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.2.2	/	Sans objet
14	Protection des eaux d'alimentation	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.1.2	/	Sans objet
15	Dispositif de mesure	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.1.1	/	Sans objet
17	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.5	/	Sans objet
18	Gestion des eaux pluviales – bassin de rétention n°1	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2	/	Sans objet
19	Gestion des eaux pluviales – bassin de rétention n°2	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2	/	Sans objet
20	Séparateur hydrocarbures bassin n°2	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2	/	Sans objet
22	Séparateur hydrocarbures – présence	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	Séparateur hydrocarbures – entretien	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.4	/	Sans objet
24	Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.5.1	/	Sans objet
25	Caractéristiques générales des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.4	/	Sans objet
26	Eaux pluviales – valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.4.2.2	/	Sans objet
28	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 5.1.3	/	Sans objet
29	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 5.1.6	/	Sans objet
30	Contenu du registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
32	Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 6.1.1	/	Sans objet
34	Fiches de données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 6.1.1	/	Sans objet
35	Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 6.1.2	/	Sans objet
36	Rétention	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.2	/	Sans objet
37	Réserves de produit	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 2.2.1	/	Sans objet
38	Réservoirs – détection de fuite	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.3	/	Sans objet
39	Réservoirs – remplissage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.3	/	Sans objet
40	Réservoirs – jaugeage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.3	/	Sans objet
41	Rétentions associées aux réservoirs	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
42	Gaz à effet de serre	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 6.2.5	/	Sans objet
43	Contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-79	/	Sans objet
44	Circulation à l'intérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.3.1	/	Sans objet
45	Comportement au feu – groupes électrogènes	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.3.1	/	Sans objet
46	Comportement au feu – onduleurs	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.3.1	/	Sans objet
47	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.3.3	/	Sans objet
48	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.5	/	Sans objet
49	Extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.5	/	Sans objet
50	Vérification de l'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.5	/	Sans objet
51	Vérification des moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.6.3	/	Sans objet
52	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.6.2	/	Sans objet
53	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.2	/	Sans objet
54	Installations électriques – Rapport Q18	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.2	/	Sans objet
57	Vérification visuelle	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6	/	Sans objet
58	Dispositif de coupure	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.4	/	Sans objet
59	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 8 décembre 2022 n'a pas permis de constater d'écart qui puisse impliquer une baisse notable du niveau de sécurité des installations et avoir un impact notable sur l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement dans la nomenclature des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nature des installations
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré que la situation administrative du site est conforme aux éléments transmis via le porter à connaissance (PAC) du 27 août 2021 concernant le réaménagement du site. L'inspection des installations classées s'est prononcé concernant ces modifications par courrier du 1 ^{er} juillet 2022 en indiquant que les modifications envisagées sont notables mais non substantielles, ne nécessitant pas d'évaluation environnementale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.4
Thème(s) : Autre, Sécurité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les visiteurs n'ont pas libre accès aux installations et que l'exploitant contrôle les accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Voie d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.5
Thème(s) : Autre, Sécurité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les voies de circulation et les accès sont dégagés et permettent un accès des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.4
Thème(s) : Autre, Sécurité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les installations sont efficacement clôturées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.4
Thème(s) : Autre, Sécurité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un gardiennage est assuré en permanence
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré que des équipes de sécurité sont présentes sur place 24h/24 et 7jours/7. L'exploitant précise que 4 gardiens et 5 personnels techniques sont en permanence sur le site. L'exploitant ajoute qu'une astreinte est également organisée pour le personnel DATA 4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les installations sont maintenues propres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Qualité du combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des installations, le combustible utilisé est du fioul domestique très basse teneur en soufre. La teneur en soufre est inférieure à 0,1 %
Constats : Par courriel en date du 7 décembre 2022, l'exploitant a transmis la fiche de caractéristiques du combustible utilisé. Celle-ci précise que la teneur en soufre du fioul utilisé est inférieure à 0,1%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Relevé heures de fonctionnement des GE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les groupes électrogènes mentionnés ci-dessus fonctionnent moins de 500 heures par an. Un relevé des heures de fonctionnement des groupes électrogènes est établi par l'exploitant. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 7 décembre 2022, l'exploitant a transmis les relevés d'heures de fonctionnement des groupes électrogènes (GE). Ces relevés mentionnent des temps de fonctionnement pour l'année 2021 compris entre 3 heures pour le GE4 du bâtiment DC10 et de 22 heures pour le GE2 du bâtiment DC04 (valeur maximale). L'ensemble des groupes électrogènes ont bien fonctionné chacun moins de 500 heures sur l'année 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Étude de dispersion des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de valider les hauteurs de cheminée des conduits n°1 à n°23 mentionnés ci-dessus, l'exploitant réalise, avant la mise en service des conduits et installations raccordées correspondantes, une étude des conditions de dispersion des fumées validant l'absence d'impact des rejets atmosphériques.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré que la proposition technique et financière de Bureau Veritas a été signée pour la réalisation d'une étude des conditions de dispersion des fumées. Par courriel en date du 14 décembre 2022, l'exploitant a transmis le rapport Bureau Veritas intitulé "Modélisation de la dispersion atmosphérique et évaluation sur la qualité de l'air des rejets de dioxyde de soufre (SO ₂) des groupes électrogènes des datacenters de DATA 4 SERVICES". Bureau Veritas précise que : <ul style="list-style-type: none">- l'étude réalisée porte sur la réalisation d'une modélisation de la dispersion atmosphérique des émissions à l'atmosphère de SO₂ des groupes électrogènes afin d'évaluer l'impact de ces émissions pour les riverains et tiers situés dans l'environnement du site ;- la hauteur des cheminées prise en compte correspond bien à la hauteur réelle des conduits, en lieu et place des hauteurs théoriques calculées en application de l'arrêté ministériel relatif aux installations de combustion ;- le terme source a été majoré en considérant la concentration en dioxyde de soufre égale à la valeur limite d'émission. La conclusion de l'étude précise que : <ul style="list-style-type: none">- le quotient de danger calculé pour l'exposition aiguë par inhalation respecte le critère d'acceptabilité de la circulaire du 9 août 2013 des ministères en charge de l'environnement et de la santé ;- les concentrations prévues pour les différents scénarios d'émissions étudiés permettront de respecter l'ensemble des valeurs réglementaires stipulées dans le code de l'environnement. L'inspection des installations classées valide la réalisation de l'étude de dispersion des fumées. Toutefois, cette étude nécessite d'être complétée afin de valider l'absence d'impact des rejets atmosphériques. Cette demande de complément fera l'objet d'un courrier spécifique de l'inspection des installations classées, adressée en parallèle du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les polluants concernés, une première mesure est effectuée dans les quatre mois suivant la mise en service des installations, puis périodiquement conformément aux dispositions suivantes
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré que les prélèvements des rejets atmosphériques ont été réalisés pour les bâtiments DC 01, DC 02, DC 03 et DC 08, sans que les rapports ne soient disponibles à ce stade. L'exploitant ajoute que les analyses des rejets atmosphériques des groupes électrogènes n'ont pas été réalisées pour l'ensemble des groupes électrogènes. L'exploitant précise que la mise en route des groupes électrogènes suppose une rupture de l'alimentation électrique pour les installations de stockage de données. L'exploitant précise que cet élément nécessite un accord préalable des clients de DATA 4 et engendre des difficultés opérationnelles pour la réalisation des mesures. L'exploitant précise toutefois que l'ensemble des rejets atmosphériques seront analysés au 1 ^{er} trimestre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Vitesse d'éjection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz en marche nominale est au moins égale à 8m/s
Constats : En l'absence de rapport de mesures des rejets atmosphériques, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il respecte la vitesse d'éjection des gaz en marche nominale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.4	
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); - à une teneur en O ₂ de 15%.	
Paramètre	Valeur limite des rejets atmosphériques sur les conduits n°1 à n°23
SO ₂	60 mg/Nm ³
Constats : En l'absence de rapport de mesures des rejets atmosphériques, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il respecte les valeurs limites en concentration prescrites par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23/03/2021.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	

N° 13 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté le plan des réseaux permettant de visualiser les réseaux d'alimentation en eau potable et d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 14 : Protection des eaux d'alimentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé que le site est bien équipé d'un disconnecteur sur chacune des deux alimentation en eau potable. L'exploitant précise que chaque bâtiment est équipé d'un disconnecteur complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Dispositif de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté les relevés des compteurs d'eau pour chaque bâtiment. Les relevés sont mensuels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prelevement maximal annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prelevements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : prelevement maximal annuel = 9500 m ³ /an
Constats : Les relevés des consommations d'eau présentés par l'exploitant montrent une consommation d'eau pour l'année 2022 (du 1er janvier au 31 octobre) de 12 224 m ³ . Ce volume est supérieur au volume maximal annuel autorisé par l'article 4.1.1 de l'arrêté ^e préfectoral du 23/03/21.
L'exploitant précise qu'un dysfonctionnement de sonde de conductivité entraîne une surconsommation d'eau.
L'exploitant précise qu'une étude est en cours pour modifier les sondes utilisées. En dernier recours, l'exploitant précise que la production d'eau osmosée pourrait être envisagée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé que 2 points de rejet sont utilisés sur le site : - 1 point situé avenue Massenat Deroche à MARCOUSSIS pour le rejet des eaux usées ; - 1 point reprenant les eaux issues du séparateur à hydrocarbures en sortie du bassin Q5, dont l'exutoire final est la Salmouille.
Ces exutoires sont conformes aux points fixés à l'article 4.3.5 de l'arrêté du 23/03/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Gestion des eaux pluviales – bassin de rétention n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un bassin à ciel ouvert d'une capacité de stockage de 3051 m ³ est réalisé au sud du terrain à proximité du bâtiment DC 03 existant. Ce bassin réceptionne les eaux pluviales collectées sur la zone 2 mentionnée à l'article 1.2.2 du présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté sur le plan des réseaux la présence d'un bassin de rétention dénommé Q3 et réceptionnant les eaux issues de la zone 2. L'exploitant précise que la capacité de stockage du bassin est bien conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral du 23/03/21 (3 051 m ³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Gestion des eaux pluviales – bassin de rétention n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux collectées dans ce bassin rejoignent ensuite les eaux pluviales collectées sur la zone existante et acheminées par des canalisations enterrées jusqu'au bassin de rétention localisé au sud du site, d'un volume de 10 500 m ³ , et mentionné Q5.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté sur les plans des réseaux d'eau qu'un bassin de collecte dénommé Q5 réceptionne les eaux issues du bassin Q3, via des canalisations enterrées. L'exploitant confirme que le volume du bassin Q5 est conforme aux dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23/03/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Séparateur hydrocarbures bassin n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un séparateur à hydrocarbures traite les effluents issus du bassin Q5 avant rejet dans la Salmouille
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé qu'un séparateur à hydrocarbures traite les effluents du bassin dénommé Q5 avant rejet dans la Salmouille. Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que ce séparateur est équipé d'une vanne de barrage munie d'une commande déportée depuis le poste de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Convention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par ailleurs, une convention sera établie concernant la prise en charge, dans les installations de traitement de DATA 4 SERVICES, des eaux pluviales collectées dans le périmètre de la société DATA 4 SAS.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré qu'une convention concernant notamment la prise en charge des eaux pluviales a été rédigée, sans être signée à ce stade, entre DATA 4 SERVICES et DATA 4 SAS. L'exploitant précise que la convention n'a pas été signée dans l'attente d'une mise à jour d'une autre convention existant avec le Syndicat de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : Séparateur hydrocarbures – présence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré les éléments suivants : - chaque aire de dépotage est associée à un séparateur à hydrocarbures ; - le bassin dénommé Q5 est équipé d'un séparateur à hydrocarbures. L'inspection des installations classées a par ailleurs constaté que les séparateurs à hydrocarbures sont bien matérialisés sur les plans présentés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Séparateur hydrocarbures – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré que chaque séparateur fait l'objet d'un nettoyage annuel. L'exploitant a présenté les éléments suivants : - le bordereau n°BG21120008 édité par DATA 4 dans le cadre de la prise en charge d'une quantité estimée à 4 tonnes de déchets contenant des hydrocarbures, code nomenclature 16 07 08*, par la société SARP OSIS le 15/12/2021; - le bordereau n°BG22020210 édité par DATA 4 dans le cadre de la prise en charge d'une quantité estimée à 7 tonnes de déchets contenant des hydrocarbures, code nomenclature 16 07 08*, par la société SARP OSIS le 16/02/2022. L'exploitant a précisé que le BSD n°BG21120008 correspond au séparateur qui collecte les eaux issues de la zone n°2, alors que le BSD n°BG22020210 correspond au séparateur installé sur le bassin dénommé Q5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Autosurveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés à l'article 4.4.2.2 du présent arrêté par un laboratoire d'analyse agréé.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté le rapport d'intervention n°RP21061801.rev0 édité par Kalité'o et daté du 18 juin 2021. L'inspection des installations classées précise que ce rapport concerne l'analyse des rejets du bassin de rétention des eaux pluviales. L'exploitant a bien fait réaliser le contrôle de ses eaux pluviales, conformément aux dispositions de l'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Caractéristiques générales des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : température : <30°C ; pH compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline).
Constats : Selon le rapport kalité'o du 18 juin 2021, les caractéristiques des eaux pluviales sont les suivantes : - température = 18,9°C ; - pH = 7,4. Ces valeurs sont conformes aux prescriptions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Eaux pluviales – valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur via le point de rejet n°2 mentionné à l'article 4.3.5, sous réserve de respecter les valeurs limites de concentration en polluants indiquées dans le tableau ci-dessous, en moyenne journalière :</p>
<p>Constats : Selon le rapport kalité'o du 18 juin 2021, les caractéristiques des eaux pluviales sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES = 7 mg/l ; - Cadmium et ses composés = <1,00 µg/l - arsenic et ses composés = <5,00 µg/l - plomb et ses composés = 2,6 µg/l - mercure et ses composés = <0,05 µg/l - nickel et ses composés = <5,00 µg/l - DCO = 53 mg O₂/l - AOX = 70 µg/l - hydrocarbures totaux = <0,1 mg/l - azote global = 4,15 mg N/l - phosphore total = 0,48 mg/l - cuivre et ses composés = 5,4 µg/l - chrome et ses composés = <0,04 mg/l - sulfates = 48 mg SO₄/l - sulfites = 0,1 mg/l - sulfures = <0,10 mg S/l - ion fluorures = <2 mg/l - zinc et ses composés = 198 µg/l <p>Les eaux pluviales respectent les valeurs limites imposées par l'article 4.4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- un plan intitulé "relevé d'ouvrages" permettant de localiser les piézomètres réalisés sur le site. Ce plan mentionne 7 piézomètres ;- le rapport Bureau Veritas intitulé "rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines - campagne de mai 2022", référencé 0797624-14631995-1 et daté du 20/06/2022 ;- le rapport Bureau Veritas intitulé "rapport d'investigations complémentaires des sols et des eaux souterraines du site DATA IV SERVICES de Nozay (91)", référencé 0797624-16270855-1 et daté du 02/12/2022. L'inspection des installations classées relève les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le rapport Bureau Veritas du 20/06/22 indique que "l'anomalie en benzène est toujours présente au niveau du PZ1 en amont hydraulique (supposé). Cette valeur est en augmentation depuis la dernière campagne d'octobre 2021 et est peu significative. Elle pourrait être liée à une source potentielle extérieure du site." ;- le rapport Bureau Veritas du 02/12/22 indique que "La source de pollution en benzène et xylènes observée dans les eaux souterraines au droit du site pourrait être liée à une source potentielle extérieure en amont hydraulique du site au vu de la plus forte concentration en benzène détectée en amont hydraulique théorique (PZ6) et en amont-latéral hydraulique théorique (PZ2)." L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter ces éléments en transmettant une proposition de plan de surveillance des sols et des eaux souterraines, établi conformément à la prestation "conception et programmes d'investigation ou de surveillance" CPIS de la norme NF X 31-620 partie 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 28 : Conditions de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a vu la zone "déchetterie" du site.</p> <p>Celle-ci comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 benne d'un volume d'environ 30 m³ contenant des métaux ; - 1 benne d'un volume d'environ 30 m³ contenant du bois ; - 1 benne d'un volume d'environ 30 m³ contenant des déchets industriels banaux. <p>L'inspection des installations classées a pu constater que les déchets ne sont pas stockés dans des conditions présentant des risques de pollution.</p> <p>L'exploitant précise qu'en cas de travaux générant des déchets dangereux (fluides frigorigènes...), les prestataires stockent les déchets sur rétention avant de les prendre en charge impérativement à la fin de leur journée de travail.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants</p> <p>Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté un registre chronologique où sont consignés les déchets sortants, conformément aux dispositions de l'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : Contenu du registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le contenu du registre déchets présenté par l'exploitant est conforme aux prescriptions de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : BSD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Constats : Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a contrôlé le BSD n° S041-E0721332 édité dans le cadre de la prise en charge de filtres à huile et à gazole le 30 novembre 2022.
L'inspection des installations classées relève que le BSD a été édité suite au regroupement de petites quantités de déchets, sans que DATA 4 ne soit identifiable comme producteur initial du déchet.
Aussi, l'exploitant doit solliciter son prestataire pour que DATA 4 reste bien identifiable comme producteur initial des déchets produits sur le site.
L'inspection des installations classées rappelle que l'annexe 1 du formulaire CERFA n° 12571*01 permet d'identifier le producteur initial en cas de collecte de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 32 : Etat des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Substances et produits toxiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté le document "liste des produits chimiques stockés", qui mentionne : <ul style="list-style-type: none"> - le nom du produit ; - la description / utilisation ; - la forme physico-chimique ; - le pH ; - le conditionnement ; - la quantité totale ; - le lieu de stockage ; - la présence d'une FDS ; - les pictogrammes de danger associés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 33 : Plan général des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 du présent arrêté seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré qu'il ne disposait pas d'un plan général des stockages permettant de localiser les produits mentionnés dans le registre des produits dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 34 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Substances et produits toxiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.
Constats : Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié la présence de la fiche de données de sécurité du produit FONGINET. L'exploitant a présenté la FDS du produit correspondant. Cette FDS est rédigée en français. Elle est datée du 24/05/2016 et porte la mention "règlement REACH (CE) n°1907/2006 - n°453/2010"
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 35 : Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 6.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Substances et produits toxiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les contenants stockés dans le local R3D3 portent en caractères lisibles le nom des produits qu'ils contiennent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 36 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022 l'inspection des installations classées a constaté que les produits stockés dans le local R3D3 sont stockés sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 37 : Réserves de produit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de produits ou matières consommables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou de matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produit de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré qu'un kit contenant des produits absorbants est disponible dans chaque bâtiment, au niveau du local des groupes électrogènes. L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un bac contenant notamment des feuilles absorbantes, des granulés, des boudins absorbants, des coussins absorbants...dans le local des groupes électrogènes du bâtiment DC07.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 38 : Réservoirs – détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ils sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Ce système de détection de fuite est conforme à la norme EN 13160 dans la version en vigueur au jour de sa mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé que toutes les cuves de stockage de liquide inflammable sont équipées d'une double enveloppe munie d'un système de détection de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 39 : Réservoirs – remplissage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé que les réservoirs sont équipés d'un dispositif interrompant le remplissage lorsque le niveau maximal est atteint.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 40 : Réservoirs – jaugeage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé que les réservoirs de stockage de liquide inflammable sont équipés d'un dispositif de jaugeage. L'inspection des installations classées a constaté la présence, dans le local des groupes électrogènes du bâtiment DC 07, des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- dispositif de jaugeage des cuves de stockage des liquides inflammables ;- indicateur de niveau bas ;- voyant de détection de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 41 : Rétentions associées aux réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé que toutes les aires de dépotage de liquides inflammables sont reliées à des rétentions. L'exploitant précise que pour les bâtiments DC 01, DC 02, DC 03, DC 04 et DC 08 des aires de dépotage avec cuvettes de rétention seront créées en début d'année 2023 en remplacement des dispositifs mobiles utilisés jusqu'alors. L'exploitant ajoute que l'ensemble des aires de dépotage seront alors pourvues de rétentions fixes. Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a vu l'aire de dépotage associée au bâtiment DC 07. L'aire de dépotage dispose d'une prise pour la mise à terre du camion de livraison.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 42 : Gaz à effet de serre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 6.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Substances et produits toxiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes. L'inspection des installations classées a relevé que le bâtiment DC 07 est notamment équipé du groupe froid GF01.1, portant le numéro de série M2016011651.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 43 : Contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-79
Thème(s) : Produits chimiques, Substances et produits toxiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le détenteur d'un équipement dont la charge en fluide frigorigène est supérieure à deux kilogrammes fait procéder, lors de sa mise en service, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur remplissant les conditions aux articles R. 543-99 à R. 543-107. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a vérifié, par échantillonnage, le contrôle d'étanchéité effectué sur le groupe froid GF01.1, portant le numéro de série M2016011651. L'exploitant a présenté le rapport d'intervention édité par CARRIER le 13/04/22 dans le cadre de la maintenance du groupe froid M2016011651. Ce document inclut notamment la fiche d'intervention relative au contrôle d'étanchéité réalisé sur l'équipement. La fiche mentionne l'absence de fuite constatée lors du contrôle d'étanchéité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 44 : Circulation à l'intérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À l'intérieur des bâtiments, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les installations sont maintenues propres et dégagées, conformément aux dispositions de l'article 8.3.1. de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 45 : Comportement au feu – groupes électrogènes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux abritant les appareils de combustion (groupes électrogènes) doivent respecter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : tous les groupes électrogènes sont localisés dans des locaux dédiés. La résistance au feu de ces locaux est CF 120 minutes.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les groupes électrogènes du bâtiment DC 07 sont installés dans un local dédié muni de murs en béton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 46 : Comportement au feu – onduleurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux abritant les batteries doivent respecter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures - porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que le local abritant les batteries du bâtiment DC 07 dispose de murs en béton. L'inspection des installations classées a par ailleurs constaté que ce local est équipé d'un dispositif de détection incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 47 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré que les locaux abritant les groupes électrogènes, les locaux batteries et les salles informatiques sont équipés de dispositifs de désenfumage. L'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- dans le local des groupes électrogènes du bâtiment DC 07, une ventilation est présente en partie haute de la façade. L'exploitant ajoute qu'une ventilation mécanique est asservie à la détection incendie ;- dans le local des batteries, une ventilation est présente en partie haute.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 48 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque bâtiment est équipé d'un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A disposant d'un report au poste central de sécurité (PCS).
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé que chaque bâtiment est équipé d'un système de sécurité incendie (SSI). L'inspection des installations classées a vu le SSI installé dans le bâtiment DC 07.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 49 : Extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les bâtiments sont équipés de système d'extinction automatique.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a confirmé que les data-centers sont tous équipés d'un système d'extinction automatique incendie. L'exploitant précise qu'un inertage à l'azote associé à un dispositif de sprinklage est installé pour les bâtiments DC 01, DC 02, DC 03, DC 04 et DC 08, alors que les nouveaux bâtiments sont équipés de dispositif à brouillard d'eau. L'inspection des installations classées a constaté la présence de têtes de sprinklage dans le local des groupes électrogènes dans le bâtiment DC 07.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 50 : Vérification de l'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté le rapport CHUBB n°15546285 intitulé "Activité détection incendie - rapport de vérification programmée". Le rapport présenté précise que les dates d'intervention sont du 9 au 11 février 2022. Le résumé de l'intervention mentionne : - maintenance préventive du SSI ; - vérification des détecteurs de fumée et déclencheurs manuels : bon fonctionnement ; - vérification des détecteurs multiponctuels VESDA : correct - bon fonctionnement ; - vérification des scénarios passage d'eau avec la société MARIOFF : bon fonctionnement. L'exploitant a assuré l'entretien des systèmes d'extinction automatique d'incendie, conformément aux dispositions de l'article 8.4.5 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 51 : Vérification des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté le rapport de vérification de matériel de lutte contre l'incendie édité par PROMAT SECURITE le 13 juin 2022 et portant sur le bâtiment DC 07 exploité par la société DATA 4. Ce rapport précise que la vérification annuelle des extincteurs a été effectuée.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté, dans le local des groupes électrogènes du bâtiment DC 07, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 bacs contenant environ 40kg de sable et une pelle sont installés dans le local ; - 1 extincteur de type ABC et d'une capacité de 9kg de poudre porte la mention "Vérif.06/22" <p>L'exploitant a bien fait vérifier les matériels de lutte contre l'incendie, conformément aux dispositions de l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 52 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté le modèle de document utilisé pour la délivrance des permis de feu, sans qu'un document préalablement rempli ne soit présenté à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le modèle proposé intègre bien la traçabilité des surveillances de sécurité effectuées pendant et après les travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 53 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Par courriel du 5 janvier 2023, l'exploitant a transmis le rapport SOCOTEC n°206EO/23/018 daté du 05/01/2023 relatif à une mission de vérification périodique des installations électriques réalisée du 14 au 18 octobre 2022. L'inspection des installations classées constate que ce rapport concerne les vérifications effectuées dans le bâtiment DC07 et qu'aucune observation n'a été relevée lors de ce contrôle. L'exploitant a justifié de la réalisation d'une vérification de ses installations électriques datant de moins d'un an, conformément aux dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 54 : Installations électriques – Rapport Q18

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est également en mesure de fournir un compte-rendu de vérification Q 18 datant de moins d'un an, dont le contenu et la forme du document sont définis par le référentiel APSAD, attestant que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.
Constats : Par courriel du 5 janvier 2023, l'exploitant a transmis le compte rendu de vérification périodique Q18 réalisé par SOCOTEC et daté du 5 janvier 2023. Ce compte rendu concerne une vérification complète des installations électriques du bâtiment DC 07 réalisée le 18 octobre 2022. Le compte rendu mentionne "Nous déclarons que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". L'exploitant a bien fourni un compte-rendu de vérification Q 18 datant de moins d'un an, conformément aux dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 55 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré qu'une analyse du risque foudre a bien été réalisée sur le site, sans que celle-ci ne soit disponible. L'exploitant précise qu'il n'arrive pas à retrouver le document et ajoute qu'en conséquence une nouvelle analyse du risque foudre sera réalisée au début de l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 56 : Etude technique foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter l'étude technique foudre réalisée sur le bâtiment DC 07.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 57 : Vérification visuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique des protections contre la foudre installées sur le bâtiment DC 07 exploité par la société DATA 4. Le rapport présenté par l'exploitant, référencé 282UO/22/5954 indique que la mission a été réalisée entre le 21 et le 23 novembre 2022 et que des anomalies doivent être corrigées. L'exploitant a démontré qu'une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre a bien été effectuée depuis moins d'un an, conformément aux dispositions de l'article 8.4.6 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 58 : Dispositif de coupure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a vu le dispositif de coupure placé à l'extérieur du bâtiment DC 07. Ce dispositif permet d'interrompre l'alimentation des groupes électrogènes en combustible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 59 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'ensemble des bâtiments mentionnés à l'article 1.2.1 du présent arrêté puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté les éléments suivants : - le rapport de mesures acoustiques réf.21-21-60-01604-002-JDO édité par VENATHEC et daté du 4 février 2022 ; - le rapport de mesures acoustiques réf.22-22-60-00698-001-YCR édité par VENATHEC et daté du 24 août 2022. L'exploitant a bien réalisé une mesure de bruit et de l'émergence, conformément aux dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 60 : Valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).
Constats : L'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants : - le rapport VENATHEC du 04/02/22 mentionne une émergence de 5,0 dB(A) de nuit en ZER B et de 5,5 dB(A) de nuit en ZER C pour une émergence maximale admissible de 4,0 dB(A) ; - le rapport VENATHEC du 24/08/22 mentionne une émergence de 6,0 dB(A) de nuit en ZER A, pour une émergence maximale admissible de 4,0 dB(A). Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré qu'un chiffrage est en cours pour la construction d'un mur anti-bruit, pour un lancement des travaux prévu en septembre 2023. L'exploitant ajoute qu'en parallèle la mise en place de protection acoustique est prévue sur les bâtiments DC 11, DC 12, DC 14 et DC 15. Les émissions sonores des installations engendrent des émergences supérieures aux valeurs maximales admissibles prescrites par l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 61 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les rapports VENATHEC du 04/02/22 et du 24/08/22 mentionnent des niveaux sonores en limite de propriété non conformes sur les points LP 2 de jour et de nuit et sur le point LP 5 de nuit. Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a déclaré qu'un chiffrage est en cours pour la construction d'un mur anti-bruit, pour un lancement des travaux prévu en septembre 2023. L'exploitant ajoute qu'en parallèle la mise en place de protection acoustique est prévue sur les bâtiments DC 11, DC 12, DC 14 et DC 15. Les émissions sonores des installations engendrent des niveaux de bruit en limite de propriété supérieures aux valeurs maximales admissibles prescrites par l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois